

Question écrite n°3247 - Sujet : Autorité parentale

Auteur(s) : Monsieur Franz Fayot, Député

Destinataire(s) : Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice

Date limite de réponse à la question : 28-09-2017

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
25-08-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
21-09-2017	Réponse écrite de Monsieur Félix Braz, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 25 août 2017

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Justice.

Il me revient que les parents séparés désirant partir en vacances à l'étranger avec leurs enfants dont ils n'ont pas l'autorité parentale doivent disposer d'une autorisation parentale émise par le parent ayant l'autorité parentale légalisée par les services de la commune où ce parent réside.

Cette exigence aurait été communiquée récemment aux communes par les services du Tribunal de la Jeunesse. La conséquence dans les cas où un parent, même muni d'un titre de voyage valable de l'enfant mineur en question, tel un passeport ou une carte d'identité, se présenterait à l'aéroport ou ferait l'objet d'un contrôle dans un train, serait qu'on refuserait à ce parent le droit de voyager avec son enfant.

Le résultat de cette pratique est que de nombreux parents séparés ou en conflit avec leur ex-conjoint ou partenaire, sont dans l'impossibilité de partir en vacances à l'étranger avec leur enfant. Dans de nombreux autres cas, des parents se présenteront avec une parfaite bonne foi, munis des titres de voyage de l'enfant et se verront refuser l'accès à l'avion. Dans tous les cas, le parent n'ayant pas l'autorité parentale est à la merci de son ex-partenaire sinon du contrôle des passeports.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de cette pratique administrative ? Depuis quand cette règle est-elle en vigueur ? Dans l'affirmative, quelle en est la base légale ?
2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de cas de *kidnapping* d'enfants vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou des parents étrangers sur des enfants vivant sous autorité parentale au Luxembourg ont été répertoriés les cinq dernières années ?
3. En considération de la réponse à la question sous 2., Monsieur le Ministre estime-t-il que la règle trouvant apparemment son origine au Tribunal de la Jeunesse est justifiée ?
4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette position est inconciliable avec l'intention du Gouvernement de réformer la loi dans le sens d'une autorité parentale partagée dans le cadre du projet de loi 6996 ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma parfaite considération.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'F' followed by a long, sweeping horizontal stroke that curves slightly upwards at the end.

Franz Fayot
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 28 août 2017

Objet : Question parlementaire n° 3247 du 25.08.2017 de Monsieur le Député Franz Fayot

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Justice

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

21 SEP. 2017

Luxembourg, le 21 septembre 2017
Réf. N° QP -45/17

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°3247 du 25 août 2017 de l'honorable Député Franz Fayot

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe ma réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Félix Braz
Ministre de la Justice



**Réponse de Monsieur Félix BRAZ, Ministre de la Justice, à la question
parlementaire n° 3247 de l'honorable Député Franz Fayot**

1. Je ne peux pas confirmer car selon les informations recueillies auprès du Procureur Général d'Etat et du Tribunal de la jeunesse, il s'avère que ni le service du tribunal de la jeunesse ni le service du juge des tutelles n'ont communiqué d'exigences à l'égard des Communes quant à la nécessité pour le parent non titulaire de l'autorité parentale d'un enfant de disposer d'une autorisation parentale émise par le parent titulaire de cette autorité parentale légalisée par les services de la commune de résidence.

Les parents peuvent en principe emmener temporairement leurs enfants à l'étranger.

En cas de séparation des parents non mariés exerçant l'autorité parentale conjointe, le juge des tutelles peut être saisi par l'un des parents ou par les deux aux fins d'obtention d'une attestation ou d'un certificat déclarant qu'ils exercent l'autorité parentale conjointe sur l'enfant. Les juges des tutelles délivrent dans ce cas les documents requis, si les parents confirment vouloir exercer l'autorité parentale conjointe.

Si l'enfant dispose d'un passeport, il est également possible de faire mention dans le passeport de l'enfant du nom du ou des parents exerçant l'autorité parentale.

En cas de divorce de parents mariés, le jugement de divorce attribue la garde de l'enfant à l'un des parents.

En cas de séparation des parents où un seul des parents exerce l'autorité parentale, il est vivement conseillé à celui des parents qui n'exerce pas l'autorité parentale et qui désire emmener temporairement l'enfant à l'étranger de disposer d'une autorisation parentale émise par l'administration communale de la commune de la résidence du parent exerçant l'autorité parentale. En effet, il dépend de la législation des pays étrangers quels documents sont requis.

Dans tous les cas, si un seul des parents séparés exerce l'autorité parentale, l'autre parent dispose d'un droit de visite et d'hébergement. Il peut emmener l'enfant temporairement à l'étranger (à l'intérieur de l'UE), étant donné le principe UE de la libre circulation des personnes.

La base légale se trouve dans le Code civil, au Titre IX du Livre Ier.

2. En ce qui concerne le nombre de cas de « kidnapping » vers l'étranger par des parents luxembourgeois ou par des parents étrangers sur des enfants sous autorité parentale au Luxembourg : un certain nombre de cas d'enlèvement international d'enfants sur base de la Convention sur les aspects civils d'enlèvement international d'enfants de La Haye conclue le 25 octobre 1980 ont été répertoriés.

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants du Luxembourg vers l'étranger :

Année judiciaire	Nombre de dossier	Nombre d'enfants concernés
Année judiciaire 2011/2012	12	20
Année judiciaire 2012/2013	14	17
Année judiciaire 2013/2014	17	21
Année judiciaire 2015	15	20
Année judiciaire 2016	12	20
8 premiers mois de l'année 2017	8	12

Nombre de dossiers d'enlèvement d'enfants de l'étranger vers le Luxembourg :

Année judiciaire	Nombre de dossier	Nombre d'enfants concernés
Année judiciaire 2011/2012	8	12
Année judiciaire 2012/2013	8	13
Année judiciaire 2013/2014	4	4
Année judiciaire 2015	6	9
Année judiciaire 2016	6	7
8 premiers mois de l'année 2017	2	2

3. Les juges déterminent le ou les parents titulaires de l'autorité parentale et les modalités du droit de visite et d'hébergement du parent non gardien. Il ne leur appartient pas d'émettre des exigences à l'égard des parents selon lesquelles le parent qui quitte le territoire luxembourgeois avec son enfant établit que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec ce déplacement.

Il est arrivé que les services susvisés soient contactés par des parents qui, lors d'un voyage, se sont vus contraints d'établir la preuve que le parent titulaire de l'autorité parentale est d'accord avec la sortie de l'enfant du territoire, la préoccupation étant d'éviter un déplacement illicite.

Pour éviter toute difficulté à l'avenir, ces services conseillent au parent concerné de se munir d'une autorisation parentale de la part du parent titulaire de l'autorité parentale. La même difficulté se pose pour un parent détenteur de l'autorité parentale conjointe qui, selon nos renseignements, doit justifier de l'accord du parent qui ne voyage pas avec lui pour que l'enfant puisse quitter le territoire.

Ces conseils ne constituent cependant pas des exigences à l'égard des parents, mais une réponse aux exigences posées par d'autres administrations qui interviennent dans un but de prévention de déplacement illicite d'un enfant.

4. En date du 27 mai 2016, le projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale a été déposé à la Chambre des députés. Il institue l'autorité parentale conjointe que les parents soient mariés ou non, qu'ils vivent en partenariat, soient séparés ou divorcés. Elle s'exerce à l'égard de tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage.

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à l'autorité parentale, l'autorité parentale conjointe sera le principe, de sorte que les cas d'exercice unilatéral de l'autorité parentale diminueront sensiblement et les pratiques administratives seront adaptées en conséquence.